

Ce livret est financé par :



Région Nord Pas-de-Calais



Région Wallonne



Interreg III



avec le soutien du FEDER

© «carpenteurs» - Periferia - 2005

Réseau Capacitation Citoyenne

Les rencontres de Roubaix, mars 2005

## D'une rencontre à un programme

Les rencontres de  
Roubaix, mars 2005

# Sommaire

<b>Le réseau Capacitation Citoyenne</b>	<b>3</b>
Pourquoi ces rencontres et ces échanges ?	4
La diversité et le contraste comme énergie	5
Mieux se connaître pour imaginer des projets communs	5
Comment se décide et s'oriente la vie du réseau ?	6
<b>D'une rencontre à un programme</b>	<b>7</b>
Les rencontres de Roubaix, mars 2005	
<b>Un espace de débat inhabituel</b>	<b>8</b>
Liste des groupes présents	8
<b>Des expériences se parlent</b>	<b>12</b>
Le Brésil, le Sénégal, les Suds et l'Est	12
La dynamique transfrontalière	14
Un réservoir de pratiques	18
Les échanges qui renforcent	19
<b>De la connaissance des droits fondamentaux au renouvellement des solidarités</b>	<b>22</b>
Les droits ont des histoires	22
Droit au logement	26
Une question de reconnaissance sociale	28
Droits élémentaires	30
"Solidarités chaudes, solidarités froides", solidarités nouvelles et à réinventer	32

# Le réseau Capacitation Citoyenne

<b>Institution publique, politique et pouvoir</b>	<b>36</b>
Quand l'institution instaure, doutes et questionnements	36
Plusieurs manières d'envisager le réseau	38
Des tentatives pour construire ensemble	40
En dehors de l'institution	42
Un réseau d'échange comme interpellation des logiques économiques	44
<b>Les difficultés liées au financement</b>	<b>45</b>
Les financements, ça se paie...	45
Le Budget Participatif, une source d'inspiration	48
Peut-on faire sans?	50
<b>Fonctionnement, animation, mobilisation</b>	<b>53</b>
Les rôles de chacun	53
Entre paroles et actes	55
Des outils d'animation à explorer	56
L'art ouvre des portes	56

**C**e livret fait partie d'une série, d'une histoire. Il ponctue une nouvelle phase de la vie du réseau Capacitation Citoyenne.

En 2000, un premier ensemble de douze groupes de la Région Nord-Pas-de-Calais et de l'agglomération Grenobloise en France, des groupes du Sénégal et du Brésil, ont réalisé un livret. La rencontre à Dunkerque de tous ces groupes avait donné lieu à l'écriture d'un treizième livret de synthèse, exposant des questions transversales aux différents groupes.

En 2004, de nouveaux groupes ont participé à la démarche en Wallonie (Belgique,) et dans le Nord-Pas-de-Calais et l'Isère (France). Ils ont également réalisé douze nouveaux livrets retraçant leurs expériences singulières. Le présent livret fait suite à la rencontre des 4 et 5 mars 2005 organisée à Roubaix, permettant de donner une nouvelle réalité au réseau.

## **Pourquoi ces rencontres et ces échanges ?**

---

Depuis déjà plusieurs décennies, le monde économique, les professionnels et les élus organisent des échanges et des rencontres entre eux dans le but de rendre leur action plus performante. Prendre connaissance de l'expérience des autres est un ingrédient de l'innovation indispensable dans notre monde complexe. Se donner les conditions de se rencontrer réellement est nécessaire pour dépasser l'information de base et pouvoir échanger de façon précise, approfondie et... agréable! et aussi pour construire des expériences conjointes.

Mais la plupart des collectifs n'ont pas les moyens d'organiser leur rencontre, de financer des voyages, d'accueillir les visiteurs, d'animer, de traduire quand c'est nécessaire, de réaliser et diffuser des comptes-rendus...

Notre but est de permettre aux initiatives citoyennes, aux moyens modestes, de disposer elles aussi de ces outils d'échange.

## **La diversité et le contraste comme énergie**

---

Les expériences présentées, si elles sont toutes liées à des actions d'amélioration de la vie et des projets des gens, sont d'une diversité très grande.

Nous faisons en effet le pari que cette diversité porte en elle des rencontres inattendues et une capacité de développement de projets communs plus importante. C'est en quelque sorte un gage de capacitation.

## **Mieux se connaître pour imaginer des projets communs**

---

L'enjeu de cette rencontre est donc simplement que chaque groupe ait les moyens de bien comprendre ce que font les autres, d'imaginer ce que les autres peuvent lui amener et réciproquement, et peut-être, d'imaginer des projets de coopération entre des groupes.

Cela peut être deux ou trois groupes qui sentent le besoin de prolonger la connaissance qu'ils ont les uns des autres par une visite chez eux, dans la réalité de leur contexte.

## D'une rencontre à un programme

Cela peut être l'organisation d'une rencontre entre quelques groupes qui choisissent de travailler ensemble sur un sujet qui leur tient particulièrement à cœur.

Cela peut être aussi la réflexion commune sur les outils nécessaires à des échanges plus réguliers, avec les outils de l'édition ou d'Internet.

### **Comment se décide et s'oriente la vie du réseau ?**

Jusqu'alors, Periferia et arpenteurs sont les principaux acteurs de la conduite du programme. Nous avons construit le financement, décidé du choix des groupes, co-réalisé les livrets avec eux, créé le site et la feuille d'information...

Mais d'autres acteurs issus des groupes peuvent sans doute participer à la conduite du réseau et de son programme, dessiner les prochaines rencontres, proposer de nouveaux groupes, participer à l'écriture de la prochaine feuille, et pourquoi pas, porter aussi la réalisation de nouveaux livrets ?

...

## Les rencontres de Roubaix, mars 2005



## Un espace de débat inhabituel

Les 4 et 5 mars, des collectifs de tous horizons se sont réunis à Roubaix, à la Cité de l'Initiative. Le réseau Capacitation Citoyenne, en plus d'être une addition d'énergie et d'intuition au travers des livrets, est devenu une rencontre de personnes. Nous avons pris le temps de nous écouter, de réagir, de faire nôtres les interrogations des autres et de faire autres nos propres interrogations.

*« C'était formidable, authentique, extraordinaire cette mise en commun d'expériences si différentes.../... Qui d'autre que le réseau Capacitation Citoyenne peut proposer à des gens de situation et d'horizons si différents de venir et de pouvoir se sentir bien, de pouvoir s'exprimer vraiment sans se faire écraser ? »*

Si courte sur papier, cette rencontre nous a occupés deux jours durant. L'enjeu était primordial, incitant tout le monde à tenir le coup, envers et contre toute longueur. Au-delà des livrets, chacun garde des questions sans réponses, des questions qui n'en appellent peut-être pas ou qui peuvent en trouver dans le potentiel du réseau.

### Liste des groupes présents

- Le Comité d'habitants de Fontaine
- Maîtrise des savoirs de base de Sallaumines

- Passerelle à Monceau-sur-Sambre
- L'entreprise Terre de Fontaine l'Evêque
- L'Atelier de Travail Urbain de Grande-Synthe
- Paroles de chômeurs à Wattrelos
- Parlons-En de Charleroi
- Réc-réaction de Rouvroy
- EN.CO.RE. à Valenciennes
- Les écoles de consom-acteurs de la province du Luxembourg
- CAP Berriat à Grenoble
- Espace Dialogue de Liège
- CLCV de Grande-Synthe
- Le Comité de Quartier de L'Hommelet à Roubaix

La Cité de l'Initiative, lieu d'accueil des Rencontres



Pour connaître les enjeux propres à chaque groupe, nous vous invitons à vous référer aux différents livrets, consultables et téléchargeables sur le site: [www.capacitation-citoyenne.org](http://www.capacitation-citoyenne.org). Ils offrent des perspectives et ouvrent les débats sur les questions que nous nous sommes tous posés concernant: les publics des dispositifs, les règles de fonctionnement, la transformation que la participation au sein du groupe entraîne pour chacun, le pouvoir d'influence sur l'action publique que les différents collectifs ont ou souhaiteraient avoir...

Bien sûr, ce parti pris de ne pas restituer ici le temps de présentation de chaque expérience voile une part essentielle, voire la part la plus importante de ces rencontres. Durant près de six heures, chaque expérience a été présentée, comme on fait visiter un château, salle après salle, sans prendre le temps bien sûr d'y habiter, mais juste ce qu'il faut pour se souvenir d'une image, d'un secret, d'un paysage qu'on aura envie de retrouver un jour, avec davantage de temps.

### *Perspectives*

Nous avons conçu ce livret dans la perspective de construire l'avenir sur le sens et le contenu des débats que ces présentations ont suscités. Depuis leur relecture attentive (et sans doute leurs interprétations abusives, mais sur lesquelles chacun saura réagir) nous avons bâti ce qui pourrait être l'argument du programme du réseau Capacitation Citoyenne dans les mois prochains.

Des encadrés ponctueront ce compte rendu, il reprennent les questionnements de la rencontre, les angles d'approche, les pistes à creuser ou encore les intérêts des différents groupes présents.

Le réseau peut mettre des moyens à disposition des différents groupes qui souhaiteraient transformer ces perspectives en réalisations.

## Des expériences se parlent

### Le Brésil, le Sénégal, les Suds et l'Est

Le terme même de "Capacitation" nous vient de loin : au-delà de Gibraltar et de l'océan Atlantique, du Brésil et du Sénégal. Il est la preuve que les différences nous enrichissent et les problématiques nous rassemblent. Dès le départ, se mettre sous le signe des expériences du Sud nous oblige à envisager les inspirations dont il est porteur.

Le CERPAC près de Dakar au Sénégal et le PALMEIRA à Fortaleza au Brésil savaient que nous nous réunissions ces deux jours et avaient envoyé un message d'encouragement. Les deux groupes avaient participé aux premières rencontres de Dunkerque et espèrent continuer de tisser des liens avec le réseau Capacitation Citoyenne.

L'idée n'est pas incongrue. Plusieurs groupes sont déjà dans des relations, voire des actions communes avec les pays du Sud. L'entreprise Terre en particulier développe de nombreux projets avec les pays du Sud et désormais aussi avec les pays de l'Est qu'il ne faut sans doute pas oublier et que nous gagnerions à faire entrer dans nos cercles de solidarités. Passerelle, CAP Berriat, les Grands-Synthois sont eux aussi, pour certains depuis longtemps, engagés avec des groupes du Sud.

Mais certains s'interrogent. Lorsque l'on parle de relations avec le Sud, nous avons parfois tendance à penser ce que nous "devons" lui apporter. L'ombre d'un certain colonialisme et la peur de le reproduire nous poussent à questionner toujours les relations de dépendance que nous sommes susceptibles de créer, les risques de destructurations du tissu social que nous risquons d'entraîner. On peut inverser les apports, comme ce fut le cas pour "Capacitation Citoyenne" dont le concept même vient des expériences du Brésil et du Sénégal.

*Echange en plénière, chaque groupe se présente*





Nous savons que le Sud peut montrer des expériences significatives au Nord, sur les questions de participation ou d'engagement citoyen.

Seul le coût des voyages nous a empêché d'accueillir nos partenaires du Sud. La confirmation par beaucoup de l'intérêt de développer ces relations nous fixe l'objectif de trouver les ressources pour permettre à l'avenir ces rencontres. Mais si nous ne trouvons pas de financement particulier pour cela, ne faut-il pas, comme l'a suggéré un des participants, proposer la prise en charge des voyages du Sud, quitte à ce que les groupes français ou belges qui en ont les moyens prennent eux mêmes en charge leur voyage et leur hébergement? Voici une proposition qui vient rejoindre le début de travail engagé autour de l'autofinancement, un des thèmes souvent abordé au cours de la rencontre.

### **La dynamique transfrontalière**

Le réseau Capacitation Citoyenne, par un financement européen INTERREG, par ces liens avec le Sud, pose l'échange entre des groupes de pays différents comme une richesse. L'intérêt d'échanger entre groupes français et groupes belges a été effectif à Roubaix, provoquant besoins de traduction, discussions, révélant les intérêts communs et la volonté de poursuivre l'échange.

Au cours de la rencontre, nous avons dû procéder à une traduction permanente. En expliquant aux Belges les sigles employés en France, et réciproquement, on se rend compte que l'expression en devient compliquée. Et des associations telles que la CLCV, pour permettre aux citoyens d'agir sur les décisions qui les concernent, se sont lancées dans une opération de décryptage permanent. Elles essaient de maintenir une sorte de glossaire des abréviations. Paroles de Chômeurs, pour leur part, agissent dans une ZUP: «**Comment? Une zone à urbaniser en priorité? Ça nous étonnerait!**»

Bien sûr, l'organisation institutionnelle est largement différente d'un côté à l'autre de la frontière. On réalise pourtant qu'en restant d'un seul côté, les compétences de chacun sont déjà très difficiles à comprendre.

*Une configuration de la salle permettant l'échange*



Certains participants belges, impressionnés par la capacité du DAL (Droit au Logement) à médiatiser son action, obligeant les pouvoirs publics à prendre en compte leur point de vue, espèrent apprendre de l'expérience française ce type de méthode. Malheureusement, les participants français doivent reconnaître que l'action du DAL est une exception dans le paysage français de l'action associative.

Des représentants de "Solidarités Nouvelles", association présente au Parlons-En, portent une inquiétude sur la capacité des institutions belges à aller au-delà de la parole pour entrer dans une action de transformation efficace. On en parle, on en parle, mais pour se protéger de la neige quand on est dans la rue, les paroles sont bien peu.

À cela, des représentants de groupes français s'interrogent au contraire sur le positionnement de l'action publique qui dans leur pays a souvent tendance à oublier de questionner les intéressés. À chaque dysfonctionnement, on met en place une mesure spéciale sans prendre le temps et les moyens de simplement comprendre de quelle réalité est faite la question, comme si les pouvoirs publics avaient les moyens de connaître les besoins de chacun pour y répondre individuellement. Au risque de fabriquer des machines inutiles... Et d'empêcher toute prise en compte collective.

Pour autant, les ressemblances dépassent de loin les différences. Ce sont les mêmes combats qui nous animent tant au Sud qu'au Nord de la frontière. Ces rencontres construisent peu à peu des directions communes : faire respecter nos droits fondamentaux, avancer pour que nos différentes actions soient réellement prises en compte par les institutions, réussir à ce que chacun puisse s'exprimer, interpeller et influencer l'action publique et bien d'autres enjeux de solidarité encore.

*Les jeunes de MSB (CUEP de Sallaumines)*



## Un réservoir de pratiques

L'attention du réseau est attirée sur la valeur des pratiques en présence. Chacun, dans son domaine d'action, a développé des manières de faire, des façons de réagir pour aller de l'avant dans ses enjeux.

Un intérêt est donc manifesté à considérer le réseau Capacitation Citoyenne comme un réservoir de pratiques. Pas une grille d'analyse, pas un livre de recette, mais un point de vue interne aux collectifs sur leur manière d'avancer vers les objectifs qu'ils se sont fixés.

Les livrets en sont une première expression et peuvent constituer une première approche des "savoirs" et "pouvoirs" des autres groupes.

On parle, pour imaginer l'avenir, de "banque d'expériences". Le réseau Capacitation Citoyenne, à force de rencontrer de nouveaux groupes développant de nouvelles expériences, pourrait trouver sa raison d'être, simplement en rendant visibles et accessibles ces savoirs pratiques. Les livrets sont évidemment les portes d'accès à la découverte, mais l'interpellation directe et la rencontre constituent un approfondissement évident.

## Les échanges qui renforcent

L'échange en lui-même renferme une grande valeur. **« On vient se nourrir nous-mêmes. » « L'apport extérieur donne un autre éclairage, permet de voir que l'on n'est pas tout seul, de sortir de son isolement. » « La rencontre et l'échange d'expérience, ça crée de l'énergie, c'est du sens qu'on s'échange. »** Il favorise cette impression que nous sommes nombreux à avancer, mais aussi à nous poser des questions, à découvrir à petits pas. Et puis, si d'autres l'ont fait, même si les contextes ne sont pas les mêmes, pourquoi ne pourrait-on pas le faire aussi?

Une banderole par groupe: on échange aussi par écrit



Le réseau peut organiser, dès 2005, des rencontres d'un groupe vers un autre, permettre de mieux connaître une expérience qui a paru particulièrement intéressante. Sur cette opportunité, beaucoup de groupes ont émis l'idée qu'on pourrait déjà améliorer la connaissance qu'on a des voisins. Entre Carolos (gens de Charleroi), il conviendrait de mieux se connaître. De Fontaine à Grenoble, on pourrait franchir le Drac (la rivière qui sépare les deux communes). Voire, on pourrait trouver le chemin qui relie Liège et Charleroi... C'est peut-être l'idée qu'on peut sans doute amplifier ses propres capacités d'action, si l'on se connaît mieux et, si l'on peut, se mobiliser en voisins sur des actions et des territoires communs. Il y a aussi sans doute l'espoir que pour certains groupes, on partage les publics. Pourquoi certains acteurs de Parlons-En ne pourraient pas participer à des travaux de Passerelle? Depuis la rencontre, certains se sont déjà rencontrés sur le pont de Charleroi, haut lieu de mobilisation des "habitants de la rue".

Beaucoup de propositions se sont aussi faites sous forme d'invitation à venir chez soi. Peut-être que pour beaucoup, cela semble plus facile d'accueillir des visiteurs plutôt que de risquer de gêner? Mais, peut-être surtout, on a le sentiment de développer un projet ou des expériences importantes, qui pourraient aider d'autres gens dans des situations similaires, et on ne se

sent pas assez vus, pas assez lisibles, pas assez connus par rapport à la qualité de ce qu'on développe.

L'entreprise Terre sera en particulier disposée à faire partager son expérience de plus de 50 ans. Elle a dû résoudre un nombre important de questions et voudrait maintenant partager ces acquis avec d'autres.

La CLCV s'annonce prête à apporter des éclairages sur les droits fondamentaux à d'autres groupes, aux jeunes de Msb par exemple

Et si l'échange, ça commençait par donner, plus que de prendre?

*Discussion en petits groupes*



## De la connaissance des droits fondamentaux

*au renouvellement des solidarités*

**A**u cours de la rencontre, la thématique des droits fut fortement présente. Était-ce parce que nous avons tous un certain engagement citoyen? Était-ce parce que la seule façon de rendre une amélioration pérenne est de la formuler dans le langage des droits? Était-ce parce que pour se faire entendre, il ne faut pas revendiquer les choses pour soi mais bien montrer que tout le monde doit y avoir accès? Sans doute une alchimie de ces ingrédients nous a amenés à prendre les débats sous cet angle à plusieurs reprises.

### Les droits ont des histoires

Et lorsque l'on parle de droits, on se place dans une double perspective, ceux qu'il s'agit de conserver et ceux qui restent à gagner. À plusieurs reprises, on a mis l'accent sur une histoire des luttes passées, qui ont petit à petit fait évoluer la situation de la majorité vers un statut de citoyen: droit de vote d'abord, octroi d'une journée fériée par semaine, 60, 50 puis 40 heures de travail par semaine et maintenant 35 heures en France... Droit à la santé, droit à l'assurance chômage, droit au logement...

En Belgique comme en France, on a le sentiment que les droits et les solidarités institués sont en train de se «*détricoté maille par maille*» sans qu'une mobilisation se

mette en place pour enrayer cette destruction. Mais comment se battre pour des droits et des solidarités devenues tellement «naturels» qu'on ne les voit plus. On a oublié les luttes des anciens pour les obtenir. Qu'est-ce qu'on donne aux enfants de demain? Nous sommes les «*traceurs du lendemain*», c'est de notre responsabilité.

D'où la question: mais qu'en est-il de cette histoire? La CLCV, qui lutte spécifiquement sur plusieurs de ces droits, propose de donner des «cours d'histoire sociale» pour rendre présentes ces luttes d'un autre temps.

*La banderole de MSB: des propositions pour de futurs échanges*



Et puis que fait-on pour ces personnes dont les droits ne sont pas respectés? Les "sans" sont sans papiers, sans logement, sans travail, donc sans droit à la santé, sans droit à l'éducation, sans droit de vote... Ils posent à la société de nouvelles questions que ni les partis ni les syndicats ne semblent entendre, trop occupés qu'ils sont sans doute à préserver les acquis des ayant droits.

### *Perspectives*

#### **L'histoire des droits sociaux**

La CLCV: l'association a un acquis sur l'histoire des droits en France et propose de le transmettre par exemple à MSB, à Passerelle ou aux Ecoles de Consommateurs

## Droit au logement

Un des droits qui a attiré l'attention plus particulièrement, c'est le droit au logement. L'Espace Dialogue à Liège, le Parlons-En à Charleroi, le Conseil de Vie Locale à Roubaix, l'Atelier de Travail Urbain et la CLCV de Grande-Synthe, toutes ces structures touchent au thème de l'habitat, les uns parce qu'ils affrontent les conséquences d'en être privé, les autres parce qu'ils souhaitent prendre part à l'aménagement de leur cadre de vie. Lors de la rencontre, une participante rappelle que derrière la question du logement, c'est plus largement la question "d'habiter" un quartier qui est importante.

Les Grand-Synthois évoquent leur volonté de participer à l'évolution de leur ville. Les membres du Parlons-En rappellent que dans les dynamiques de participation, il ne faut pas oublier les plus démunis. **« Pourquoi on ne construit pas des logements pour les sans-abris lorsqu'on repense son quartier ? ».**

Lors de la rencontre à Roubaix, certains participants du relais social de Liège sont allés découvrir le dispositif "grand froid" mis en place par la ville, d'autres ont rejoint le vendredi soir les militants du DAL qui fêtaient leurs vingt ans de lutte à Lille.

## Perspectives

### **Le droit au logement: un enjeu permanent**

- L'Espace Dialogue et Parlons-En : les premiers aux prises avec la thématique du logement.
- Le Conseil de Vie Locale : groupe d'habitants inter-quartiers du parc de logement du Cal-Pact à Roubaix.
- La CLCV est active dans le domaine de la salubrité des logements.

## **Une question de reconnaissance sociale**

Un autre droit qui rassemblerait plus d'une personne au cours de la rencontre pourrait se définir comme un droit à la reconnaissance sociale. Ainsi chez Passerelle, on arrive sur le marché de l'emploi avec un parcours difficile. On n'a pas de diplômes et pourtant, on a une expertise de vie et qu'on parvient maintenant à exprimer notamment au travers d'une pratique artistique.

Dès lors, il faut envisager les formations comme un travail sur soi-même où l'on se met en valeur. Dans un même sens, "l'insertion" consisterait davantage à permettre un développement personnel et collectif plutôt qu'à rentrer dans le moule. De la même manière, certains évoqueront le "droit à la culture" pour dire à quel point il est important que chacun puisse être acteur de sa culture.

Comment instaurer un mode de reconnaissance des individus qui prenne en compte les expériences d'acteur associatif, les expériences de vie, les acquis que chacun de nous porte de façon exceptionnelle et unique? Sur le même registre, la reconnaissance de l'action des bénévoles est souvent difficile. Il ne s'agit pas de remettre en cause la compétence et la performance des salariés d'une association, il s'agit simplement de

ne pas dévaloriser celles des bénévoles qui sont bien souvent tout aussi essentielles. Mais l'institution a tendance à ne pas prendre au sérieux ces acteurs de la vie publique. Ils prennent pourtant des responsabilités importantes et ont une acuité, une conscience que beaucoup de spécialistes ont perdues.

On constate d'ailleurs que EN.CO.RE. à Valenciennes ou Ensemble notre Quartier à Montreuil ont fait le choix de ne pas avoir de salariés pour garder une indépendance financière et de point de vue, quitte à créer de nouvelles associations ad hoc pour développer des projets spécifiques avec des salariés.

*Un moment de répit... animé aussi!*





## **Droits élémentaires**

Les différents droits abordés, droit au logement ou à la reconnaissance, droit à la santé, à l'emploi et aux indemnités de chômage, droit à la culture, à l'eau, à l'énergie, tous sont centraux. Les participants ont pointé du doigt le fait que chaque individu devait avoir accès à ce qu'il faut pour vivre. On se rend compte que chaque privation est une entrave majeure au développement des personnes.

Les questions se posent donc davantage en termes de droits élémentaires ou fondamentaux qu'en termes de droits particuliers. Il faut pouvoir maintenir et approfondir chacun d'entre eux en s'assurant que tous y aient accès et en prennent connaissance. Il s'agit autant de mieux connaître ses droits que de mieux les faire respecter.

## *Perspectives*

### **Connaissance et reconnaissance des droits élémentaires :**

Paroles de chômeurs et EN.CO.RE. souhaitent avoir l'apport de personnes extérieures référentes sur ce sujet.

## “Solidarités chaudes, solidarités froides”, solidarités nouvelles et à réinventer

Certains participants du réseau rappellent que la solidarité qui a permis l'accession à ces droits était vivante. Elle se construisait au fond des cabarets, sur les places publiques, mais surtout à l'usine, entre ouvriers qui mettaient chacun un peu de leurs moyens au pot commun. Elle était chaude. Leur victoire a été de voir s'instituer des mesures globales protégeant presque l'ensemble de la population. Ainsi par exemple est née la sécurité sociale. Si les mécanismes de la redistribution restent des mécanismes solidaires, ils n'en sont pas moins impersonnels, sans âme. C'est la solidarité froide. On ne sent plus aussi directement la façon dont on contribue à la faire vivre.

Les anciennes solidarités se sont institutionnalisées et sont devenues des pouvoirs parfois fort pesants. Comment les transformer pour en garder le sens mais changer la manière de les gérer? L'institutionnalisation des luttes nous a mis dans un rôle de consommateur; il n'y a plus de mobilisation individuelle ni collective. Cependant, les jeunes, autant qu'auparavant, aspirent à développer de la solidarité. S'ils ne se retrouvent pas toujours dans les institutions classiques, ils sont porteurs de projets multiples et innovants sur ce sujet.

Ils font à leur manière, même avec peu de moyens. Mais il a sans doute manqué une forme de transmission entre les générations, on a sans doute oublié de passer le relais.

Nous sommes aujourd'hui en charge d'inventer du sens et de nouvelles formes de solidarité, de réchauffer les solidarités institutionnalisées. L'un des participants conclura : « **Il faut aller chercher la force des anciens, et la richesse des jeunes.** »

*Les conversations continuent pendant les repas*





Un des enjeux de la “Capacitation Citoyenne”, c’est peut-être de réchauffer les solidarités, en entraînant chacun à côtoyer les différents domaines de l’action sociale au travers des personnes qui la mettent en œuvre, la critiquent, l’élaborent ou y participent.

### *Perspectives*

#### **“Solidarité chaude”**

- Parlons-En: l’intérêt pour les droits en général pousse à s’intéresser à leur histoire, pour réchauffer les solidarités.
- Les associations de Montreuil portent et développent des actions de solidarité.

## Institution publique, politique et pouvoir

**D**ans nos dispositifs respectifs, nous entretenons différents rapports avec les institutions publiques : par le financement, par les objectifs sociaux, par la législation...

### Quand l'institution instaure, doutes et questionnements

Des espaces de concertation comme Parlons-En, l'Espace Dialogue, le Comité d'Habitants de Fontaine ou l'Atelier de Travail Urbain de Grande-Synthe s'organisent au sein même de l'institution publique, soit pour en améliorer le fonctionnement, soit pour y insuffler des dynamiques innovantes.

Des participants sont curieux de savoir si le groupe Parlons-En parvient à interpeller les institutions publiques, voire le Relais social lui-même. A priori, l'institution publique a peur de faire des réunions avec des gens de la rue. La manière de dire les choses n'est pas toujours assimilable par les services. Et c'est un apprentissage de "partager sa parole".

D'autres expriment des craintes par rapport à une dérive de certains processus de participation : jusqu'à quel point risque-t-on de devenir un usager "alibi" que les professionnels emmènent dans les réunions? Pourtant, emmener les usagers peut aussi leur per-

mettre d'être eux-mêmes les émetteurs des discours qui les concernent. Il s'agit alors de ne plus leur "voler la parole", ni de parler à leur place.

Certains encore font l'expérience d'une frontière entre les élus et les gens. Et de nouveau, l'impression d'être alibi apparaît, le sentiment de ne pas être écouté. Comment donner le pouvoir aux gens ? Où peut-on délibérer avant que les décisions soient prises? Finalement, *« quel pouvoir on a ? »*

*Le repas du soir: un moment de convivialité*



## **Plusieurs manières d'envisager le réseau**

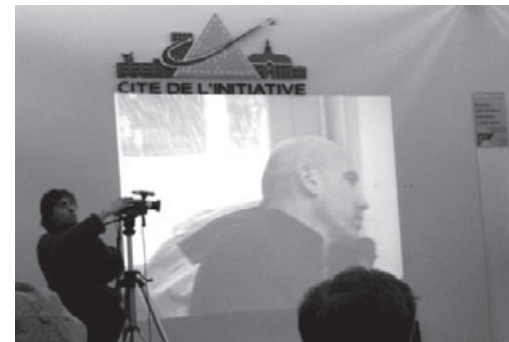
La méfiance se cristallise longuement autour du mot "réseau" par référence aux réseaux d'acteurs qui émanent de l'institution. Bien sûr, on comprend la nécessité de briser les cloisons et de permettre la rencontre de personnes qui n'ont pas le même point de vue pour améliorer les choses. Mais beaucoup de participants témoignent de leur déception et de leur crainte de se retrouver désormais prisonniers des dérives du travail en réseau : rassembler dans un même espace de parole des acteurs institutionnels et des usagers, rien de tel pour qu'on se comprenne mieux, qu'on comprenne mieux les raisons des autres. Mais si ça doit empêcher le conflit, la lutte, si on doit entrer dans un monde poli où l'on parle d'une seule voix, où l'affrontement n'est pas correct, on fabrique dans ces mises en réseau des éteignoirs, des digues pour le maintien d'une relative paix sociale et probablement pas des espaces de transformation sociale.

Est-ce que le réseau Capacitation Citoyenne peut aller vers de telles dérives ? Il semble que la proposition est très différente. Il s'agit là d'un réseau dans lequel chacun et chaque groupe s'inscrit de façon volontaire, les institutions qui financent le réseau ne dictent aucun projet à celui-ci, c'est le projet qui crée le réseau et ses acteurs qui en ont la maîtrise. Est-

ce que l'inscription dans un réseau comme le nôtre peut se faire sans que chacun soit d'abord conscient de son identité particulière, de sa propre force ? La rédaction du livret peut sans doute aider à cette prise de conscience qui va ensuite permettre la rencontre avec d'autres. Le réseau, ce n'est pas se fondre dans une identité commune, c'est affirmer les différences dans un espace collectif.

Un participant à Roubaix nous propose de supprimer le mot "réseau", trop ambigu pour qu'on puisse maîtriser les conséquences de son interprétation.

*La vidéo permet à chacun de voir celui qui parle*



## **Des tentatives pour construire ensemble**

Certains participants rappelleront aussi qu'entre ceux qui sont au sein des institutions et les habitants, il ne s'agit pas forcément de deux mondes qui s'opposent. Il s'agit peut-être de retrouver le sens du projet politique, de le construire ensemble. Dans cette perspective, il s'agit de donner une réalité à la démocratie participative en incitant à la présence des institutions et des élus. Si l'on pose le conflit comme "méthode" d'organisation de ces réseaux, comme ingrédient indispensable, on peut alors trouver dans ces lieux de débat les conditions d'une véritable avancée de la démocratie participative, où les différences de points de vue peuvent s'exprimer.

Il en va de même dans les espaces de démocratie locale. Certains rappellent qu'il faut interpellier les élus pour les obliger à "être bons", à faire leur travail correctement et durablement, car il y a des choses qu'on ne peut faire à leur place.

La démocratie participative ne doit alors pas se limiter à la parole, elle doit avoir prise sur les enjeux et sur l'action.

## *Perspectives*

### **Démocratie participative**

- EN.CO.RE., toujours en questionnement sur les nouveaux espaces de participation citoyenne.
- Parlons-En, fort d'une pratique de quatre années de mise en œuvre de la concertation des usagers de la rue.
- CAP Berriat, en négociation permanente avec l'institution publique.
- Le Comité d'habitants de Fontaine expérimente un espace de dialogue et d'actions entre habitants, élus et techniciens sur la commune.
- Le Comité de quartier de l'Hommelet, des habitants organisés en interlocuteur de la ville
- ATU de Grande-Synthe, une expérience de démocratie participative.
- Terre Fontaine, démocratie au sein de l'entreprise

## En dehors de l'institution

Des associations comme la CLCV de Grande-Synthe, EN.CO.RE. ou Paroles de Chômeurs ont pour but d'interpeller l'action publique sur ses défaillances: « **prenez en compte notre santé** » lancent les uns, « **procurez des emplois stables et dignes** » revendiquent les autres, « **écoutez-nous, impliquez-nous dans les décisions qui nous concernent** » s'exclame EN.CO.RE.

EN.CO.RE. vise d'ailleurs à créer un espace de dialogue décalé des enjeux locaux et du rapport à l'institution où beaucoup de choses sont souvent "non-dites". Il essaie de favoriser la reconstruction d'une conscience politique. Il tente de dépasser le manque de dimension collective dans le milieu associatif.

Certaines associations se construisent ainsi en dehors de l'institution publique même si elles agissent sur des domaines qui relèvent de l'action publique. Ainsi Paroles de chômeurs est notamment un lieu d'accueil et de ressourcement pour les sans-emploi. Les associations de Montreuil accompagnent une population défavorisée sur un territoire sous-équipé... Et ces structures revendiquent souvent de ne pas trop avoir de lien avec l'institution pour pouvoir rester autonome.

Cependant, les associations qui se mettent en marge des institutions, intentionnellement ou par la force des choses, peuvent aussi s'enfermer dans leur fonctionnement. Elles ont moins de moyens, ne sont pas liées à des obligations de "service public". Comment, dès lors, s'ouvrir aux autres en restant soi-même? « **Sommes-nous suffisamment allés interpeller les élus?** » questionnera le Comité d'Habitants de Fontaine.

*Samedi matin, définition de préoccupations communes entre groupes du réseau*



### **Un réseau d'échange comme interpellation des logiques économiques**

Pour pouvoir prendre une part active dans les décisions qui nous concernent, il faut retrouver une certaine prise sur les lieux de décisions. Il faut garder à l'esprit que l'on peut interférer dans la gestion des deniers publics, mais qu'ils sont limités par rapport aux masses monétaires que brassent les grandes entreprises. Comment augmenter leur contribution au système de solidarité? Comment inventer des moyens de créer de la richesse à des fins collectives?

Depuis longtemps déjà, le monde de la finance s'organise en réseau, réalisant des échanges de techniques, de connaissances, se concertant pour avancer dans leurs capacités d'influence. Ils constituent aujourd'hui un réel pouvoir. Nous aussi, nous gagnerions à faire de même, est-ce un des objectifs du réseau Capacitation Citoyenne?

### **Les financements, ça se paie...**

Même si certaines structures agissent en dehors de l'institution, elles restent en dépendance sur la question des financements. Les financements octroyés par l'action publique imposent souvent les limites du champ des possibles en matière de citoyenneté active. D'une part, ce sont généralement les grosses associations, les "mamouths" qui bénéficient des financements alors que les petites structures courent derrière le moindre centime.

*Où l'on partage des questions communes*





D'autre part, on reçoit des subsides pour tel ou tel objectif alors que le projet de l'association est mis de côté et financé sur les marges.

Un réseau de rappers qui fédère, depuis quelques années, des milliers de jeunes ne reçoit pas un centime à cette fin. Par contre, pour l'organisation d'un show de grande ampleur qui n'anima qu'une centaine de personnes pendant deux heures, c'est la cagnotte qui saute et les milliers d'euros qui affluent.

CAP Berriat exprime avec force les difficultés rencontrées dans les rapports avec les financeurs. Les pouvoirs publics placent l'association comme intermédiaire entre les jeunes et eux, alors qu'ils veulent justement être une plate-forme souple et mobile qui puisse laisser une place aux jeunes pour développer leurs projets en responsabilité complète. Alors que CAP est subventionné, les structures qu'elle soutient ont souvent du mal à l'être. **«Peut-être devra-t-on se saborder si ça continue.»**

Ainsi les petites associations relèvent toute la difficulté d'être reconnues dans leurs actions pour être financées. C'est parfois le fait de ne pas correspondre aux grilles de financement qui pose problème.

Ainsi le Conseil de Vie locale du Cal-Pact de Roubaix a sollicité un Fonds de Participation des Habitants pour réaliser un projet. Mais les Fonds de Participation fonctionnent par quartier alors que le Conseil de Vie Locale est une structure inter-quartiers... Si cette fois-ci il a été possible de formuler la demande pour rentrer dans "les cases", cela n'est pas toujours le cas.

Le groupe Paroles de chômeurs a ainsi été en tension entre se faire association pour obtenir des financements ou rester indépendant pour pouvoir se révolter.

*Repas du midi à la Cité de l'Initiative*



## **Le Budget Participatif, une source d'inspiration**

---

Pour aller au-delà de ces écueils, la logique de la participation a toute sa place. C'est ainsi qu'une participante rappellera que *« les premiers financeurs ce sont les contribuables qui paient leurs impôts »*, et à ce titre, n'ont-ils pas un droit de regard sur l'attribution des financements? Un fonctionnement sur le mode du Budget Participatif permettrait sans doute de décider de l'allocation des investissements en fonction de priorités dans différents domaines. Le Budget Participatif rend possible la réaction quant aux modes d'attribution des financements et quant à leur destination.

## *Perspectives*

### **Le Budget Participatif: une source d'inspiration?**

- Parlons-En, intéressé par le sujet: le Budget Participatif pourrait être un moyen de développer la démocratie locale et de planifier le développement de la ville de manière participative.
- CAP Berriat, intéressé par le sujet: comment reconnaître des priorités dans l'investissement ? Le Budget Participatif pourrait permettre de financer les projets que les associations défendent et plus seulement ce qu'attend d'elles l'action publique.

## Peut-on faire sans ?

---

Certains groupes choisissent de fonctionner sans financements. Ils n'ont pas de compte à rendre; ils restent indépendants des institutions; ils ne doivent pas "rentre des projets" pour assurer des salaires toujours un peu précaires.

Force est cependant de constater que le manque de moyen peut constituer une entrave au bon fonctionnement d'un collectif. Ainsi se pose la question de l'autofinancement.

Terre Fontaine, entreprise d'économie sociale parvient par exemple : à associer création de richesse et d'emploi par la récupération de matériaux, l'éducation permanente, la pratique démocratique et la solidarité avec les pays du Sud.

Une autre voie possible pour augmenter les moyens des associations sans pour autant solliciter des financements de l'action publique consiste à miser sur la "mutualisation" de moyens. L'utilisation de ce terme, et sans doute la pratique qui l'accompagne, est très présente en France mais peu en Belgique, bien qu'elle soit riche d'enseignement et de perspective.

La mutualisation consiste à ne pas penser la survie d'une association dans l'isolement, seule face aux institutions et à ses enjeux, mais à penser ce que la mise en commun avec d'autres associations peut apporter. EN.CO.RE. a ainsi initié le GEDAS qui met à disposition un comptable et une secrétaire financés à temps plein par les demandes de plusieurs petites associations qui seules ne pourraient pas avoir recours à ces services. Un fonctionnement similaire peut très bien s'envisager avec un juriste, pour qu'il fasse de la formation au droit dans plusieurs associations, et qu'il puisse aussi apporter une aide juridique en cas de besoin.

---

*Roubaix sous la neige*



### *Perspectives*

#### **Mutualisation des moyens**

- EN.CO.RE. travaille déjà dans ce domaine, ayant lancé un CELIA, Cellule d'Echange Local Inter Associatif en lançant le GEDAS
- CAP Berriat permet une mutualisation des moyens pour les associations qu'elle accompagne
- la CLCV, Parlons-En et Paroles de Chômeur montrent un intérêt pour ce type de démarche
- Terre Fontaine a une pratique de l'économie sociale avec 50 ans d'expérience.

#### **Les rôles de chacun**

Dans les différents groupes, la question des rôles ou des fonctions était présente. Les bénévoles revendiquent le droit d'être reconnus pour le travail qu'ils fournissent, même s'ils ne sont pas salariés pour le faire.

D'autres groupes s'interrogent sur le statut des élus, sur la possibilité qu'ils ont de se décentrer de leur rôle, d'accepter l'écoute des citoyens, de mettre en place des lieux d'échanges qui précèdent la décision.

EN.CO.RE. a choisi d'adopter la co-présidence pour innover sur la question des statuts des uns et des autres au sein des associations. Elle leur permet de ne pas rejouer certains jeux de pouvoir auxquels se soumettent parfois les associations.

## Perspectives

### **La position des bénévoles, des professionnels, des usagers, des élus?**

- EN.CO.RE.: fonctionnement par co-présidence
- Comité d'Habitants de Fontaine: la place des élus, des habitants et des techniciens dans ce lieu d'échanges
- Espace Dialogue et Parlons-En: quelle reconnaissance des bénévoles qui s'investissent parfois énormément ?
- CLCV: Comment faire lorsque devient quasi professionnel en tant que bénévoles ?

## Entre paroles et actes

Réconcilier paroles et actes, inscrire le débat dans la construction de l'action, on l'a vu, c'est l'utopie réaliste à laquelle la plupart des groupes aspirent.

L'idée d'une démocratie participative pourrait être de permettre le débat avant l'action et de le maintenir pendant et après. Mais pour cela, il faut privilégier et souhaiter la présence de représentants politiques, d'élus.

*Les marionnettes du groupe Passerelle*



## **Des outils d'animation à explorer**

---

Les outils d'animation utilisés au cours du déroulement de la rencontre ont donné des idées d'animation de réunion. Le micro permet aux moins habitués de la parole en public d'être entendus comme les autres, sans goûter cette amertume que laisse l'impression d'avoir parlé trop bas.

La vidéo donne de l'importance. Nous sommes tous des stars du réseau. La caméra permet de tenir l'attention dans les moments difficiles, dans les lenteurs de certains débats. Elle ramène au premier plan ceux des derniers rangs.

## **L'art ouvre des portes**

---

Il peut aussi s'avérer intéressant de se servir des formes artistiques de communication pour s'ouvrir à d'autres publics, pour mobiliser plus largement. Le théâtre, la mise en scène, permettent par exemple de créer des nouvelles manières d'interagir, de s'écouter les uns les autres, de ne pas revenir toujours aux mêmes fins. Certains groupes l'ont expérimenté au cours de la rencontre. Des personnes de Passerelle ont fait une démonstration de l'utilisation de marionnettes géantes.

Le Parlons-En a choisi de se présenter en mimant une de leur séance habituelle tout en inversant les rôles de chacun.

Passerelle propose de se mettre à disposition pour "enseigner" des façons de représenter. Les participants d'une formation pourraient à leur tour devenir enseignants pour d'autres de leurs richesses et inverser les rôles, comme le Parlons-En l'a fait dans sa présentation.

La vidéo aussi pourrait être utilisée pour atteindre des publics qui ne parlent pas nécessairement tous la même langue, ou qui ne lisent pas.

*Les marionnettes géantes*



Pourquoi ne pas imaginer des livrets sous forme de petits films, qui les rendraient accessibles à des personnes qui ne savent pas lire?

De manière générale, l'utilisation de différents modes de représentation peut améliorer la qualité de la communication et augmenter l'impact des discours des différents groupes. C'est aussi un moyen de mobiliser plus largement.

En effet, pour beaucoup, la question de la mobilisation est préoccupante. Est-il plus difficile actuellement de comprendre l'intérêt de s'impliquer dans des projets associatifs de façon bénévole? L'utilisation de modes de représentation diversifiés peut sans doute aider à une meilleure visibilité de l'action collective.

### *Perspectives*

#### **L'art et la communication dans la citoyenneté**

- Passerelle, en découverte dans les matières artistiques et dans les façons de les transmettre
- EN.CO.RE. à l'affût de toutes les bonnes idées pour porter un débat sur la place publique
- MSB, avide d'apprentissage et fort de créativité
- Solexine qui utilise l'expression artistique comme moyen d'insertion.

## Perspectives

### **La participation des plus éloignés :**

- Le Comité d'habitants : en recherche pour inventer les moyens de permettre la participation des plus éloignés de l'action publique
- CAP Berriat : interlocuteur sur la participation des jeunes dans la vie locale
- Montreuil : propose des structures pour les plus éloignés, par exemple les femmes étrangères
- Paroles de chômeurs : défend la prise en charge des chômeurs par eux-mêmes

*Les bons moments ont une fin...*







**Rédaction du livret :**

Lénaïg GRARD, Loïc GÉRONNEZ et Pierre MAHEY.

**Contacts:**

**arpenteurs**

contact@arpenteurs.fr

Tél. : +33(0)4 76 53 19 29

Fax : +33(0)4 76 53 16 78

www.arpenteurs.fr

9, place des Ecrins

38 600 Fontaine

France

**Periferia**

periferia@skynet.be

Tél./Fax: +32(0)2 544 07 93

www.periferia.be

18, rue de Londres

B-1050 Bruxelles

Belgique

### Liste des participants :

Abdel BELGOT, Alain DELESCAILLE, Amélie SCHILLER, Angélique MOREAU, Anna Pascale GALLOY, Anne CORDIER, Anne-Marie CLETY, Annie PEERBOOM, Barabara LEDOUX, Bénédicte GAMOT, Benoît HOSSAY, Bouchaïb BENLAMA, Bruno FISCHESSE, Bruno LESTIENNE, Cécile DUBOIS, Chantal DUFLLOT, Christian JACQUEMART, Claude DEFLANDRE, Claudine CHARLIER, Clément HEEMERS, David PRAILE, Didier ROUSSEAU, Edouard SCHOENE, Eliane VERMERSCH, Elisabeth CLERC, Eric MONTE, François MALAISE, François NAUDIN, Geneviève TIETARD, Georgio MOLOSSI, Gilles ROUSSELOT, Gwenaëlle BOUTRY, Huguette DEUM, Isabel DELVALLE LOPEZ, Jean-Claude QUEHEN, Jean-Marie LAINE, Jean-Marie VERMERSCH, Juseppina CIRANI, Julien COUTURIER, Laurence THIERRY, Lénaïg GRARD, Luc SNOEK, Marianne LEER, Marie LAVAGNE, Marie-France SZYMANEC, Marie-Paule HOQUET, Marie-Thérèse RONDIA, Mathieu BERGER, Maurice COTTE, Michel JONCQUEL, Michel ROUSSEAU, Michel VANMANSOVEN, Mickaël PEERS, Monique QUEVY, Nicolas WALLART, Patrick BODART, Paul TRIGALET, Philippe PEETERS, Pierre DUBUISSON, Pierre MAHEY, Rodolphe, Roger VÉRONS, Shirley MAES, Sophie CRAPEZ, Stéphane LOUKIANOFF, Yasmina DEWITTE, Yvan DETRAZ.

[www.capacitation-citoyenne.org](http://www.capacitation-citoyenne.org)

Conception graphique et réalisation : © «arpenteurs» 2005  
Toute reproduction autorisée sous réserve de citer la source.